

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2016



Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille seize à 14 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle n°3 à l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE,
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Madame Céline SALLES,
Messieurs Gérard CASTET, Bernard SOUDAR.

OBJET : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES / Mise à disposition

Exposé des motifs :

Considérant la demande de mutation du responsable de la cellule Rivière également en charge du suivi des évolutions réglementaires et notamment de la mise en œuvre de la Gemapi,

Vu l'article 1 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition,

Vu l'accord d'Aurélien DARTHOS, agent du Conseil départemental des Landes et de son administration pour une mise à disposition,

Le principe de remboursement étant respecté, le Bureau est informé préalablement de la mise à disposition d'un agent au sein de ses effectifs à temps complet pour y exercer les fonctions d'adjointe à la directrice responsable de la cellule Rivière à compter du 1^{er} mai 2016,

Le Bureau est également informé qu'en raison des responsabilités liées au poste, l'agent percevra un complément de rémunération directement versé par l'organisme d'accueil, conformément à la réglementation en vigueur et aux dispositions de la convention à intervenir,

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

DECIDE



Article 1

La proposition du Président est adoptée et le Président est autorisé à signer tout acte permettant la mise en œuvre de ces dispositions.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 18 mars 2016 à Tarbes

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.